



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Juin 2020

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Publications de nos chercheurs, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 9\)](#)

Politique étrangère, Systèmes d'armes létales autonomes, Manipulations de l'information

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 10\)](#)



[À VENIR \(p. 13\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Strategic Brief No. 7 – 3 juin.

« *A Skeptical Intervener: Germany in the Sahel* », by Denis M. TULL, 2 p.

Germany has decided to continue its military participation in two international missions deployed in the Sahel: the UN Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali (MINUSMA) and the EU Military Training Mission EUTM Mali, permitting the deployment of up to 1,550 soldiers. Yet, views in Berlin on the situation in the Sahel and the outlook of military involvement there are increasingly skeptical.



Brève stratégique n° 7 – 3 juin.

« *L'Allemagne au Sahel : un partenaire sceptique* », par Denis M. TULL, 2 p. (traduction du Strategic Brief No. 7).

L'Allemagne vient de décider la poursuite de son déploiement militaire au Sahel dans le cadre de deux missions internationales : MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali) et EUTM Mali (Mission de formation de l'Union européenne au Mali). Pourtant, à Berlin, le scepticisme sur la situation au Sahel et les perspectives de succès de l'engagement militaire gagne du terrain.



Note de recherche n° 101 – 9 juin.

« *Les milices et la séquence de fin 2019 en Irak : un effet de levier stratégique* », par COL Olivier PASSOT, 22 p.

À l'automne 2019, alors que les grandes villes d'Irak ont vu se développer une contestation populaire dirigée contre le gouvernement, mais aussi contre l'influence iranienne, plusieurs milices ont entrepris de contrer le mouvement populaire tout en élevant le niveau de ten-



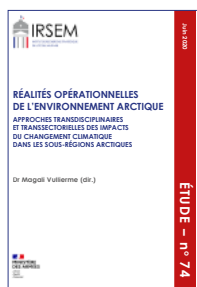
www.irsem.fr



École militaire
1, place Joffre
75700 PARIS SP 07

La Lettre de l'IRSEM
juin 2020

sion contre les intérêts américains. Conduisant simultanément des démonstrations de force urbaine, une campagne de répression, des actions de guérilla contre les cantonnements américains, ces groupes paramilitaires ont démontré leur maîtrise de la guerre irrégulière. Leurs actions, d'intensité croissante, ont fini par provoquer une réaction forte de Washington (élimination du général Soleimani) dont les conséquences indirectes ont été, paradoxalement, favorables à l'Iran : essoufflement de la contestation, réduction de la présence militaire internationale. Ces gains politiques obtenus par l'Iran permettent d'imaginer que ces milices ont été activées pour mettre en œuvre un plan d'opération très élaboré. Produisant des effets considérables pour une énergie investie relativement faible, les milices se présentent comme un puissant levier stratégique, potentiellement actionnable à distance.



Étude n° 74 – 22 juin.

« [Réalités opérationnelles de l'environnement arctique. Approches transdisciplinaires et transsectorielles des impacts du changement climatique dans les sous-régions arctiques](#) », par Magali VULLIERME (dir.), 98 p.

Dans un contexte de changement climatique, les régions arctiques sont souvent décrites comme de nouveaux théâtres d'exploration, d'exploitation ou encore de résurgence du risque militaire. Toutefois, ces potentielles évolutions ne peuvent être considérées qu'au regard de la réalité de l'environnement arctique : climat hostile, distances entre communautés, absence d'infrastructures constituent autant de facteurs à prendre en compte. Afin d'illustrer cette complexité, cette étude collective propose une réflexion transdisciplinaire et transsectorielle, axée sur les impacts du changement climatique dans les sous-régions arctiques. Elle réunit les contributions d'experts de terrain – chercheurs ou logisticiens – autour de problématiques diversifiées mais complémentaires. Défis logistiques pour la recherche scientifique et l'exploitation des ressources, impacts sur la santé physique et mentale des populations locales, augmentation des risques maritimes, modification de la navigabilité ou risques pour les infrastructures civiles et militaires, cette étude propose un panorama de certains enjeux opérationnels de l'environnement arctique. Tirées d'expériences de terrain, de travaux de recherche, ou des deux, ces contributions illustrent la complexité d'un environnement impacté par le changement climatique. Elles visent également à amorcer un échange d'expé-

rience entre ces milieux très cloisonnés afin, peut-être, de concourir de façon plus collective à une réflexion autour de ces enjeux.



Brève stratégique n° 8 – 30 juin.

« [L'Europe et la nouvelle guerre froide sino-américaine](#) », par Nicolas REGAUD, 2 p.

En dépit d'une plus grande fermeté de l'Europe à l'égard de la Chine, la différence d'approche par rapport aux États-Unis est considérable,

Washington s'engageant dans une nouvelle guerre froide et un « grand découplage » économique et technologique. L'Europe doit mieux en apprécier les conséquences stratégiques potentielles et agir pour préserver une relation transatlantique fondamentale pour sa sécurité.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 63 – 2 juin.

« [L'espion en chef du Président](#) », avec Alexandre JUBELIN et Alexandre PAPAEMMANUEL, 58 mn.

« Le Collimateur » se tourne vers les confins des couloirs du pouvoir et des services de renseignement. Alexandre Papaemmanuel, enseignant à Sciences Po et cadre dans le secteur privé, co-auteur avec Florian Vadillo de l'ouvrage *Les Espions de l'Élysée* (Taillandier, 2019), propose une plongée dans la galaxie du renseignement, sous le prisme de la création du poste de coordinateur national du renseignement (CNR) en 2007, qui éclaire d'une lumière particulière les relations entre le pouvoir politique et le renseignement en France.

Avec Alexandre Jubelin, il commence par évoquer les liens distants entre le politique et le renseignement sous la V^e République, avant de détailler la longue histoire et la logique menant à la création du poste de CNR en 2007-2008 ainsi que ses similarités avec celui de *Director of National Intelligence* aux États-Unis. Il explique l'importance de la proximité du CNR avec le président de la République et expose les limites de son pouvoir. Puis il passe en revue les différents profils de CNR, qui indiquent le sens du poste ; essaye d'analyser

dans quelle mesure ce poste a réussi à s'imposer dans le paysage du renseignement et réfléchit à la manière dont il a encaissé les vagues successives d'attentats en France.



Têtes chercheuses #5 – 5 juin.

« [Big data et renseignement](#) », avec Alexandre JUBELIN et Damien VAN PUYVELDE, 30 mn.

Dans ce nouvel épisode des « Têtes chercheuses », Damien van Puyvelde, maître de conférences à l'Université de Glasgow, chercheur associé à l'IRSEM et spécialiste du renseignement, présente la méthodologie et les conclusions d'un article rédigé avec S. Coulthart et M. S. Hossainen, « Beyond the buzzword: big data and national security decision-making » paru dans la revue *International Affairs* (93:6, 2017, p. 1397-1416).



Épisode 64 – 9 juin.

« [Posture nucléaire française et maîtrise des armements](#) », avec Alexandre JUBELIN, Corentin BRUSTLEIN et Emmanuelle MAITRE, 1 h 07.

Dans la foulée du discours important d'Emmanuel Macron sur la posture de dissuasion nucléaire de la France, « Le Collimateur » se penche sur cette intervention, son contenu et la manière dont elle entre en résonance avec l'actualité, en compagnie de Corentin Brustlein, directeur du Centre des études de sécurité de l'IFRI, et Emmanuelle Maitre, chargée de recherche à la FRS.

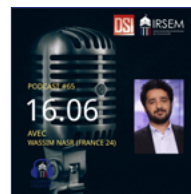
Avec Alexandre Jubelin, ils évoquent tout d'abord le discours du 7 février 2020 d'Emmanuel Macron à l'École de guerre, son importance en tant qu'événement au cours d'un quinquennat et ses principales originalités, notamment dans sa dimension européenne et son insistance sur la maîtrise des armements nucléaires à l'échelle mondiale. Ils passent ensuite au contexte général et à l'actualité de détricotage des traités de maîtrise des armements, notamment Open Sky, FNI et New Start, et concluent avec la perspective d'une inflation des arsenaux à l'échelle mondiale.



Dans le viseur #15 – 12 juin.

« [Passer un commandement](#) », avec Alexandre JUBELIN et Jean MICHELIN, 21 mn.

En ce début de saison de passation des commandements, le lieutenant-colonel Michelin revient « Dans le viseur » pour décrire ces moments et raconter comment lui-même a rendu sa compagnie en revenant d'Afghanistan.



Épisode 65 – 16 juin.

« [Abdelmalek Droukdel, AQMI et l'État islamique : panorama de la galaxie djihadiste au Sahel](#) », avec Alexandre JUBELIN et Wassim NASR, 1 h 09.

À l'occasion de l'annonce récente de l'élimination d'Abdelmalek Droukdel, dirigeant d'Al-Qaeda au Maghreb islamique (AQMI), « Le Collimateur » s'intéresse à cet événement et à ses conséquences, et reçoit Wassim Nasr, journaliste à France 24, spécialiste des mouvements djihadistes et auteur d'une récente étude pour le Center for Global Policy, *ISIS in Africa: the End of the Sahel exception*.

Avec Alexandre Jubelin, ils retracent d'abord l'origine de la mouvance djihadiste dans la région, qui plonge ses racines à la fois dans les montagnes d'Afghanistan face aux forces soviétiques, dans la guerre civile algérienne et dans l'intervention occidentale en Libye, puis évoquent la façon dont elle s'inscrit au sein des populations locales, la configuration de ces forces au moment de l'intervention française de 2013 et l'arrivée de l'État islamique (EI) dans la région à partir de 2015. Ils décrivent ensuite les relations entre AQMI et l'EI, ainsi que les relations entre les États, le Mali notamment, et l'AQMI, avant d'explorer les possibilités de négociations. Ils envisagent enfin les conséquences de la mort de Droukdel, en particulier sur la suite des négociations, et l'évolution des relations entre AQMI et l'EI. Ils concluent en examinant les possibilités qui s'ouvrent à la France de diminuer progressivement son engagement.



Dans le viseur #16 – 19 juin.

« [Le GIGN dans un ouragan](#) », avec Alexandre JUBELIN, 30 mn.

Dans ce dernier épisode de la saison, en partenariat avec l'École de guerre, le commandant Paul raconte une intervention aux Antilles, dans la foulée de l'ouragan Irma.



Épisode 66 – 23 juin.

« [Le terrorisme suicide : une analyse tactique](#) », avec Alexandre JUBELIN et Benoît SCHNOEBELEN, 44 mn.

« Le Collimateur » s'intéresse au terrorisme suicide, son origine contemporaine et la tactique qui l'entoure, en compagnie du chef d'escadron Benoît Schnoebelen, auteur de *La balistique du martyr. Comprendre le terrorisme suicide* (éditions de l'École de guerre).

Avec Alexandre Jubelin, il réfléchit d'abord à la définition du terrorisme suicide et à ses contours, puis à son apparition contemporaine à partir de la révolution iranienne de 1979, ainsi qu'à la centralité de la notion de sanctuaire pour son émergence. Ils envisagent l'utilité tactique des attentats suicide, notamment sur le théâtre afghan, et sa complexification dans les années 2010. Enfin, ils pointent le problème des ressources et de leur gestion presque compta par les groupes terroristes, et concluent avec la nécessité de penser le recrutement et l'efficacité de l'idéologie qui sous-tend ces groupes terroristes.



Dans le viseur #17 – 26 juin.

« [Exercice en pleine mer](#) », avec Alexandre JUBELIN et François NAROLLES, 24 mn.

Dans le dernier épisode de « Dans le viseur » de la saison, l'officier de marine François Narolles raconte un souvenir de déploiement en Méditerranée. Il discute du fameux sens marin et de la raison pour laquelle il convient de savoir le mettre à distance en mer.



Épisode 67 – 30 juin.

« [Israël et le Hezbollah](#) », avec Alexandre JUBELIN, Michel GOYA et Oliver PASSOT, 1 h 30.

Quelques semaines après le 20^e anniversaire du retrait israélien du Sud-Liban, « Le Collimateur » se penche sur le conflit qui explique et suit ce retrait, à savoir l'opposition larvée et parfois ouverte entre Israël et le Hezbollah – en compagnie du colonel Michel Goya, auteur notamment avec M.-A. Brillant de *Israël contre le Hezbollah. Chronique d'une défaite annoncée, 12 juillet-14 août 2006* (éditions du Rocher, 2014) ; et du colonel Olivier Passot, chercheur associé à l'IRSEM et auteur d'une note de recherche intitulée « [La stratégie d'Israël face au renforcement du Hezbollah : la centralité du renseignement](#) » (n° 87, 28 janvier 2020).

Michel Goya s'attelle au premier chapitre de cette histoire en compagnie d'Alexandre Jubelin : après avoir rappelé les raisons de la présence israélienne au Liban depuis 1982 et les mouvements de réaction provoqués par celle-ci – comme la création du Hezbollah par exemple –, ils évoquent l'ancrage du Hezbollah dans la population locale et son organisation ainsi que la réorganisation et la montée en puissance du mouvement après le retrait israélien en 2000 suivi de l'entrée en guerre en 2006. Ils examinent ensuite le bilan de cette guerre qui, s'il est militairement ambigu, revient en tout cas à une défaite apparente pour Israël, puis ils exposent les raisons de cette impasse opérationnelle pour les Israéliens, avant de faire le bilan de la situation au lendemain de la guerre.

Le colonel Oliver Passot enchaîne en faisant le bilan opérationnel de la guerre de 2006 en s'appuyant sur les conclusions de la commission Winograd, avant de parler de la montée en gamme du Hezbollah, en Syrie en particulier, et de ses nouveaux objectifs par rapport à Israël, puis de la stratégie israélienne et notamment du système « Iron Dome », et de la centralité du renseignement dans le dispositif.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

PUBLICATIONS DE NOS CHERCHEURS



Pierre Razoux, *FITNA – Global War in the Middle East*, NUTS Publishing, juin 2020.

Pierre Razoux, directeur du domaine Euratlantique–Russie–Moyen-Orient, vient de publier chez NUTS Publishing son wargame *FITNA – Global War in the Middle East* qui a servi de support à de nombreux ateliers wargaming de l'IRSEM ces trois dernières années, contribuant significativement à sensibiliser le ministère des Armées à l'intérêt du wargaming. Une extension est prévue en 2021 autour de la zone du détroit d'Ormuz.

ÉVÉNEMENTS

16 juin : Vidéo-conférence « [Promouvoir le leadership des femmes dans le domaine de la paix et la sécurité à l'heure de la Covid-19](#) », IRSEM/Ambassade du Canada.



Une conférence virtuelle portant sur le leadership des femmes dans le domaine de la paix et de la sécurité à l'heure de la Covid-19 s'est tenue le 16 juin 2020. Organisé par l'IRSEM avec la collaboration de l'ambassade du Canada, cet événement avait pour objectif de débattre des différents enjeux soulevés par la crise sanitaire actuelle pour la participation des femmes au maintien de la paix. Il a rassemblé une soixantaine de personnes issues des milieux universitaires, diplomatiques, militaires mais aussi de la coopération internationale. Animée par Maria Martin de Almagro Iniesta, professeure en genre et politique à l'Université de Montréal, la discussion a réuni des experts et expertes reconnus sur la question du lea-

dership des femmes dans le domaine de la paix et de la sécurité : Jacqueline O'Neil, [ambassadrice pour le Canada de l'agenda « Femmes, paix et sécurité »](#), Céline Bardet, fondatrice et présidente de l'ONG « [We Are Not Weapon of Wars](#) », le contre-amiral des Forces armées canadiennes Luc Cassivi, ainsi que la commandante Lauranne de l'armée de terre française.

La conférence a d'abord été introduite par Mme Isabelle Hudon, ambassadrice du Canada en France. Mme Hudon a réaffirmé l'engagement du Canada pour la mise en œuvre de l'agenda international « Femmes, paix et sécurité », qui se traduit par une série d'actions et de mesures concrètes. [L'initiative canadienne Elsie](#), à laquelle la France contribue, qui vise à accroître sensiblement le nombre de femmes participant aux opérations de maintien de la paix, apparaît en ce sens comme une illustration de cet engagement. L'ambassadrice a, à cet effet, souligné l'importance du partenariat avec la France, elle-même activement engagée dans la promotion d'une politique étrangère féministe.

La parole a ensuite été donnée à Camille Boutron, chercheuse à l'IRSEM et spécialiste du genre. Après avoir remercié l'ambassade du Canada ainsi que l'ensemble des intervenants, elle a brièvement rappelé à quel point la pandémie de Covid-19 avait amplifié les inégalités de genre en révélant l'aspect structurel.

Maria Martin de Almagro Iniesta a ensuite lancé la discussion en rappelant que cette année 2020 était supposée être celle de la célébration du 20^e anniversaire de la résolution 1325, adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies, reconnaissant pour la première fois les effets disproportionnés des conflits armés sur les femmes et les filles et incitant les États membres et acteurs de la société civile à promouvoir et appuyer la participation des femmes à l'ensemble des mécanismes et institutions de résolution et prévention de conflit. Elle a ainsi demandé aux intervenants dans quelle mesure la crise sanitaire pouvait contribuer à ralentir, voire même à neutraliser, les avancées obtenues ces dernières années, et quelles pouvaient en être les réponses depuis leurs champs d'expertise spécifiques.

Jacqueline O'Neil a d'abord pris la parole en invoquant la nécessité d'appuyer les diverses associations de femmes formées au sein de la société civile. Beaucoup de ces organisations féminines mobilisées pour la promotion de la paix se sont en effet spontanément mobilisées dans la lutte contre la Covid-19 et ont assumé des fonctions de prévention en distribuant des masques et des savons, ou en diffusant des émissions éducatives à la radio. Céline Bardet a surenchéri sur ce point en insistant sur l'impor-

tance de mieux comprendre et valoriser certaines des pratiques utilisées par ces organisations, notamment dans leur approche holistique et leur capacité d'ancrage dans le local. En ce qui concerne l'aspect militaire et opérationnel, le contre-amiral Luc Cassivi a quant à lui réaffirmé la valeur ajoutée apportée par les femmes aux forces armées canadiennes, de plus en plus amenées à assumer des tâches nécessitant une grande diversité de profils, comme cela peut être le cas dans la gestion de la crise sanitaire. La commandante Lauranne a pour sa part insisté sur le fait que l'intégration d'une perspective de genre dans la planification et la conduite d'opérations militaires pouvait représenter un véritable facteur de réussite, et ce d'autant plus dans un contexte de pandémie.

De façon générale, les intervenants sont tombés d'accord sur le fait que la crise provoquée par la Covid-19 se présentait à bien des égards comme un enjeu sécuritaire. À ce titre, l'agenda « Femmes, paix et sécurité » ne doit pas être laissé au second plan mais doit servir de feuille de route afin de lutter contre l'accroissement des inégalités causées par la pandémie et mieux accompagner les organisations de femmes dans leurs actions de soutien et de prévention.

Camille BOUTRON

Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Flavien BOURRAT

- Vidéo-conférence : « La politique étrangère de l'Algérie à la recherche d'un second souffle : vers un recentrage sur la sécurité et la construction régionales », Comité Moyen-Orient/Monde arabe des jeunes de l'IHEDN, 3 juin 2020.



Camille BOUTRON

- Participation à la conférence virtuelle « [Promouvoir le leadership des femmes dans le domaine de la paix et de la sécurité à l'heure de la Covid-19](#) », organisée par l'IRSEM en partenariat avec l'ambassade du Canada en France, 16 juin 2020.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Intervention : webconférence « Report de la 10^e conférence d'examen du TNP : défis et opportunités », avec Emmanuelle Maitre (FRS), Martin-Pierre Charliat (ministère des Affaires étrangères), modération Benjamin Haute couverture (FRS), Fondation pour la recherche stratégique, 10 juin 2020.



Paul CHARON

- Interview par Matthieu Suc, « [Coronavirus, c'était écrit...](#) », *Médiapart*, 1^{er} juin 2020.

- Conférence : « Les enseignements de la crise de la Covid-19 en matière d'anticipation stratégique », webinaire X-Défense, organisé par l'association des anciens élèves et diplômés de l'École Polytechnique, 24 juin 2020.

- Jury de soutenance du mémoire de master d'Estéban Georgelin intitulé : « Éclairer dans l'ombre. Renseignement, politique et problème de l'incertitude », 26 juin 2020.



Juliette GENEVAZ

- Conférence virtuelle : « The political implications of Xi Jinping's military reform », TOChina Hub, Université de Turin (Italie), 23 juin 2020.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Publication : « Extension du domaine de la stratégie », dans T. Lecoq (dir.), *Les nouvelles frontières de la défense : la Mer, l'Espace, l'Information*, Cahiers de la RDN, juin 2020.

- Média : « [La ruse et la force : une relecture de l'art occidental de la guerre](#) », émission « Affinités électives », Canal Académie, 2 juin 2020.

- Membre du jury de la thèse de philosophie de M. Martin Bolle, « Conceptualiser l'asymétrie structurelle de la guerre », Université Libre de Bruxelles, 11 juin 2020.

- Membre et rapporteur du jury pour l'habilitation à diriger des recherches de M. Olivier Zajec, « Les fonctions militaires des conflits armés », Sciences Po Paris, 18 juin 2020.

- Membre du comité de sélection pour le recrutement d'un maître de conférences en « Sécurité internationale », Sciences Po Bordeaux, 25 juin 2020.

- Président du jury de la thèse de philosophie de M. Kevin Buton-Maquet, « L'individualité militaire et ses vertus. Éthique et écrits tactiques de la Révolution française à la décolonisation », Université Lyon 3, 29 juin 2020.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Article : « [The Forever-Emerging Norm of Banning Nuclear Weapons](#) », *Journal of Strategic Studies*, 1^{er} juin 2020.

- Chapitre : « "Au-dessus et en avant des opérations" : la naissance du Centre d'analyse et de prévision du

Quai d'Orsay », in P. Dahan (dir.), *Prévoir le monde de demain*, CNRS Éditions, 2020, p. 79-98.



Christophe LAFAYE

- Publication : « Historical methods in defence and war studies: the case of historical defence studies in France », in Delphine Deschaux-Dutard, *Research Methods in Defence Studies. A Multidisciplinary Overview*, Routledge, 2020, 222 p.

- Article : « Les commandos Marine : partie 2 – des commandos aux forces spéciales », *Magazine Opérations Spéciales*, n° 44, été 2020, p. 46-50.

- Article : « Matthieu Chillaud : Réunir universitaires et militaires autour de la formulation d'une pensée stratégique porte une contradiction difficile à gérer », *Magazine Opérations Spéciales*, n° 44, été 2020, p. 68-69.



Anne MUXEL

- Publication : « [De la distanciation sociale à la distanciation intime](#) », note de recherche, Fondapol, juin 2020, 48 p.



Angélique PALLE

- Publication : « [Énergie](#) », notice in *Dictionnaire critique de l'anthropocène*, groupe Cynorhodon (dir.), CNRS Éditions, 2020.



Maud QUESSARD

- Publication : « Cyberdissuasion et guerres de l'information : l'administration Trump à l'offensive », *Revue de Défense Nationale*, « La puissance américaine : assise et évolutions stratégiques », n° 831, juin 2020, p. 75-81.

- Entretien avec Sylvie Noël sur « [Alliances and Power Politics in the Trump Era](#) » (dir. Maud Quessard), *Livre international*, RFI (radio 4 mn, internet 16 mn), 13 juin 2020.

- Conférence webinar « Emerging Threats » avec la mission américaine à l'OTAN organisée par l'ambassade des États-Unis, Chatham House, 10 juin 2020.



Benoît RADEMACHER

- Modération du panel « New Space, 5G et GAFAM : entre logiques privées et enjeux de sécurité et de défense », dans le cadre de la clôture de la 56^e session nationale Armement et économie de défense (SNAED) de l'Institut des hautes études de défense nationale

(IHEDN), École militaire, 19 juin 2020.



Pierre RAZOUX

- Publication du wargame *FITNA – Global War in the Middle East*, NUTS Publishing, juin 2020.

- Article : « *De l'utilité des war studies et du wargaming pour décrypter les dilemmes stratégiques au Levant* », Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, juin 2020.

- Interviewé par Armin Arefi, « Le surprenant appel du pied de Trump à l'Iran », *Le Point*, 8 juin 2020.

- Interviewé par Didier Lauras, « Russie et Turquie, entre jeux de pouvoir et recherche d'accord en Libye », AFP, 10 juin 2020.

- Animation d'un atelier wargaming au profit des chercheurs de l'IRSEM (restreint compte tenu des mesures de distanciation), 15 juin 2020.

- Interviewé par Frédéric Bobin, « Russes et Turcs se partagent la Libye », *Le Monde*, 23 juin 2020 (p. 4).

- Co-animation d'un atelier wargaming au profit de l'état-major de la Marine, 24-25 juin 2020.

- Rapporteur de la thèse de doctorat d'histoire de Shaban Shahidi Moadab intitulée « Les relations entre l'Iran et la France de 1969 à 1979 », soutenue le 1^{er} juillet 2020 à Sorbonne Université (Paris 4) sous la direction du professeur Olivier Forcade.

- Interviewé par Frédéric Bobin, « En Libye, le réveil américain », *Le Monde*, 29 juin 2020 (p. 4).



Nicolas REGAUD

Publication : « *L'Europe et la nouvelle guerre froide sino-américaine* », Brève stratégique n° 8, IRSEM, 30 juin 2020.



Ardijan SAINOVIC

- Article : « *Le jour d'après : briser trois mythes sur l'état du monde après la pandémie* », *The Conversation*, 16 juin 2020.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Interrogé par Marie Terrier, « *Kiribati : le président pro-Pékin, Taneti Maamau, réélu* », *La Croix*, 23 juin 2020.



Denis TULL

- Publication : « *A Skeptical Intervener: Germany in the Sahel* », Strategic Brief No. 7 / « *L'Allemagne au Sahel : un partenaire sceptique* », Brève stratégique n° 7, IRSEM, 3 juin 2020.

Publication : *German and International Crisis Management in the Sahel. Why Discussions about Sahel Policy Are Going around in Circles*, Berlin, German Institute for International and Security Affairs (SWP), Comment 2020/C 27, juin 2020.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS



COL Olivier PASSOT

- « *Les milices et la séquence de fin 2019 en Irak : un effet de levier stratégique* », Note de recherche n° 101, IRSEM, 9 juin 2020.

- Podcast : « *Israël et le Hezbollah* », « Le Collimateur » de l'IRSEM, 30 juin 2020.

VEILLE SCIENTIFIQUE

SYSTÈMES D'ARMES LÉTALES AUTONOMES

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

New Expectations: Generation Z and Changing Attitudes on German Foreign Policy, par Philipp Rotmann, Sarah Bressan et Sarah Brockmeier, Berlin, Global Public Policy Institute, juin 2020, 16 p.

Ce nouveau rapport sur l'opinion de la population allemande en matière de politique étrangère révèle des changements importants et quelque peu inattendus. Des sondages montrent qu'une part croissante de la population est favorable à une plus grande « responsabilité » – un terme flou introduit par les cercles politiques gouvernementaux depuis 2014 – de la politique étrangère. Ainsi, la proportion de la population favorable à une plus grande responsabilité allemande au niveau international est passée de 28 % en 2016 à 43 % fin 2019, une tendance qui est particulièrement nette parmi les jeunes Allemands (18-29 ans). À la question : « L'Allemagne devrait-elle s'engager davantage dans la résolution de conflits au niveau international ? », 58 % de ce groupe ont répondu oui. Cependant, seuls 14 % des Allemands sont favorables à un usage plus important de l'outil militaire, en comparaison avec la situation actuelle.

L'étude laisse beaucoup de questions ouvertes, notamment sur les raisons de ce changement d'opinion et sur ce que recouvrent exactement les mots « plus grande responsabilité ». Néanmoins, les résultats sont intéressants dans la mesure où ils remettent en cause l'immuabilité de la traditionnelle « retenue » allemande (*außenpolitische Zurückhaltung*). Il est également intéressant de noter que 52 % des Allemands sont favorables à un renforcement du rôle de l'Union européenne dans la gestion des conflits (62 % chez les jeunes) et même à la création « d'une armée européenne sous commandement européen » (58 %). Dans le même temps, les Allemands restent persuadés que l'OTAN est indispensable à la sécurité de l'Allemagne.

Denis TULL
Chercheur Afrique de l'Ouest

Elvira ROSERT et Frank SAUER, « [How \(not\) to stop the killer robots: A comparative analysis of humanitarian disarmament campaign strategies](#) », *Contemporary Security Policy*, 30 mai 2020, 26 p.

L'émergence des systèmes d'armes létales autonomes (SALA) a suscité une demande de régulation, voire d'interdiction conventionnelle de la part de la société civile, notamment représentée par une coalition d'ONG au sein de la *Campaign to Stop Killer Robots*. Cette campagne s'appuie sur les précédents des lasers aveuglants, des armes à sous-munitions et des mines antipersonnel, interdits au niveau international. Selon les auteurs de l'article, cette campagne est inefficace et ne devrait pas être un succès. Les partisans d'une interdiction des SALA mettent en avant leur supposée incapacité à différencier civils et militaires : les auteurs jugent cet argument peu recevable et recommandent plutôt de se positionner sur le terrain du nécessaire contrôle humain de ces systèmes.

Les efforts pour bannir l'usage des SALA se heurtent à plusieurs difficultés. L'utilisation de l'expression « robots tueurs », si elle présente effectivement les SALA sous un jour peu engageant, a pour effet de donner une image futuriste à ceux-ci, ouvrant la porte à l'argument selon lequel une interdiction est prématurée en l'état actuel des technologies. Par ailleurs, contrairement aux lasers aveuglants et aux mines antipersonnel, les SALA sont difficiles à définir clairement : qu'est-ce que l'autonomie ? Qu'en est-il des armes autonomes non létales ? Les armes autonomes ne constituent pas une catégorie clairement identifiable et ne causent pas des blessures caractéristiques comme les lasers aveuglants ou les mines antipersonnel, ce qui rend la mobilisation du grand public et des institutions moins aisée. Alors que la coalition d'ONG se plaçait à l'origine dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques (CCAC), la *Campaign to Stop Killer Robots* fait désormais part de sa volonté de poursuivre le processus hors de la CCAC, pointant du doigt la lenteur des progrès, toute décision devant être prise à l'unanimité.

Manuel TABORET-AGNOLA
Assistant de recherche

MANIPULATIONS DE L'INFORMATION

Charlotte WAGNSSON, « [What is at stake in the information sphere? Anxieties about malign information influence among ordinary Swedes](#) », *European Security*, 28 mai 2020, 19 p.

La diffusion d'informations nuisibles est devenue une préoccupation majeure : des campagnes de manipulation sur les réseaux sociaux dirigées par des agences étatiques ou des partis politiques ont été identifiées dans 70 pays en 2019, contre 28 en 2017. L'émergence de cette menace a notamment poussé l'OTAN et l'Union européenne à inaugurer Hybrid CoE, le Centre européen d'excellence pour contrer les menaces hybrides, basé à Helsinki. Pourtant, le monde académique peine à définir le phénomène, qualifié suivant les auteurs de communication stratégique, désinformation, *fake news* ou propagande. L'approche généralement retenue est l'étude des pratiques de désinformation, des méthodes de diffusion, à travers le point de vue de l'État, des organisations et du monde académique. Les auteurs de l'article adoptent, eux, une approche *bottom-up*, en se concentrant sur l'étude de la perception de la menace par le citoyen suédois « ordinaire », afin de mettre en exergue les enjeux de la diffusion d'informations nuisibles.

Les résultats de leur enquête montrent trois principales préoccupations des citoyens suédois face à la menace des informations nuisibles : l'érosion de la démocratie, l'affaiblissement de la cohésion sociale et les risques pour la sécurité nationale. Concernant les craintes liées à la démocratie, les participants lient cette menace à un déficit de confiance dans les médias provoqué par la diffusion (volontaire ou non) d'informations manipulées. La cohésion sociale apparaît aux citoyens suédois comme mise en péril par la polarisation de la société entraînée par la désinformation. Enfin, les craintes pour la sécurité nationale sont liées à l'utilisation d'informations manipulées par une puissance extérieure pour affaiblir la société et l'État dans leur ensemble, dans l'optique de faciliter une invasion militaire. Les puissances extérieures citées comme de potentielles menaces pour la Suède et l'UE sur le terrain de l'information sont la Russie, la Chine, les États-Unis et l'État islamique. Les citoyens suédois apparaissent comme conscients des menaces et préoccupés par l'émergence des campagnes de manipulation, malgré des difficultés à identifier les acteurs et les modes d'action ou à citer un exemple précis d'opération de diffusion d'informations nuisibles.

Manuel TABORET-AGNOLA
Assistant de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Matthieu CHILLAUD, *Les études stratégiques en France sous la V^e République. Approche historiographique et analyse prosopographique*, Paris, L'Harmattan, 2020, 245 p.

Matthieu Chillaud, docteur en science politique et en histoire contemporaine, éclaire dans son ouvrage *Les études stratégiques en France sous la V^e République. Approche historiographique et analyse prosopographique* (tiré de sa thèse de doctorat en histoire soutenu à Montpellier en 2018 sous la direction de Jacques Aben), l'histoire de la structuration du champ des études stratégiques en France depuis 1958.

Ce spécialiste de la Baltique se place dans les pas d'Hervé Coutau-Bégarie – auteur d'un article pionnier sur le sujet – pour nous proposer une analyse critique de ce champ de recherche et d'expertise, réunissant universitaires, militaires et diplomates. La thèse de l'ouvrage est que la France ferait face à une contradiction : alors qu'elle souhaite promouvoir les études stratégiques, elle reste tout aussi invariablement hostile à l'émergence d'une pensée contestataire. En promouvant les études stratégiques dans le milieu académique, tout en faisant bien attention concomitamment à ce que cette liberté accordée aux bénéficiaires ne pût se retourner contre lui, l'État tâtonnerait.

Le livre s'articule en trois chapitres. Après une introduction qui présente à la fois le sujet et les sources mobilisées pour son étude, le premier chapitre aborde la question de la définition du périmètre du champ disciplinaire des études stratégiques. Le deuxième chapitre met en lumière les relations étroites entre la structuration des études stratégiques et les options politiques prises en France depuis 1958. Le troisième chapitre, enfin, explore les fortunes de l'institutionnalisation des études stratégiques dans le monde académique.

Pour l'auteur, le développement des études stratégiques en France connaîtrait plusieurs freins. À la suite du traumatisme de la fin de la guerre d'Algérie, l'État chercherait à écarter la menace de la concurrence dans sa direction des affaires politiques en éliminant la possibilité de la participation des militaires. Une autre raison serait consubstantielle aux institutions de la V^e République. Le général de Gaulle, chef d'État civil mais aussi militaire dont l'ambition était de doter la France de l'arme nucléaire, ne

souhaitait pas voir ce modèle stratégique remis en cause. Tout cela aurait eu pour conséquence un verrouillage de la pensée stratégique. Dans le monde universitaire, l'auteur souligne qu'il y a incontestablement des difficultés pour faire carrière sur ces thématiques du fait d'une hostilité manifestée à l'encontre de sujets jugés marginaux. Pour certains universitaires, les études stratégiques seraient une expression partisane et ne répondrait pas à un besoin scientifique. Les Masters traitant de questions stratégiques et même de relations internationales se multiplieraient sans pour autant qu'il y ait une reconnaissance disciplinaire. Le caractère pluridisciplinaire des études stratégiques leur interdirait le label de discipline autonome et *a fortiori* de qualification de filière universitaire.

Une lecture stimulante pour nourrir la réflexion de tout impétrant à la carrière de la toge ou des armes.

Christophe LAFAYE
Chercheur Défense et société



Guibourg DELAMOTTE et al. (dir.), *Le Japon dans le monde*, CNRS Éditions, 2019, 251 p.

L'ouvrage *Le Japon dans le monde* dirigé par Guibourg Delamotte, maître de conférences à l'INALCO et japonologue, paru chez CNRS Éditions en 2019, propose une vue d'ensemble détaillée et dynamique de l'archipel nippon dans le contexte international et régional

contemporain. Face à la dégradation sécuritaire de l'environnement proche du Japon (situation nord-coréenne, assertivité de la Chine, évolution de l'alliance de sécurité avec les États-Unis), les auteurs présentent les défis auxquels le pays doit faire face. Au-delà de la dimension stratégique, il s'agit d'analyser le rôle et la perception du Japon comme puissance politique et économique dans le système international, ce pays peinant toujours paradoxalement à s'ouvrir au monde.

Les auteurs Arnaud Grivaud, Xavier Mellet, Adrienne Sala, Robert Dujarric et Takenaka Ayumi offrent dans un premier temps une présentation des paramètres politiques, économiques et sociaux de l'archipel japonais. Les auteurs commencent leur analyse par les caractéristiques de son système politique hérité de l'histoire du pays, puis poursuivent en rappelant les contours de l'économie japonaise marquée par la stagnation des années 1990 et détaillent les défis actuels que l'archipel doit surmonter. Ces derniers sont étroitement liés à la situation sociale du Japon, que

l'on prenne en compte l'état de son marché du travail et la question de l'intégration des femmes, auxquelles les récentes réformes institutionnelles mises en place par le gouvernement de Shinzo Abe tentent de remédier. Néanmoins, dans cette course à la modernité, le poids des traditions japonaises reste un des principaux obstacles à ces transformations. Ceci se manifeste par un déclin démographique prononcé et par un assez faible renouvellement des élites dans les secteurs publics et privés.

Au-delà de ses frontières, le Japon fait également face à de nombreux défis sécuritaires. Dans une seconde partie, Valérie Niquet traite des enjeux du Japon dans la relation triangulaire avec la péninsule coréenne et la République populaire de Chine. Cette situation, qui demeure au centre des débats sécuritaires japonais, concerne particulièrement les discussions autour de l'article 9 de la Constitution (le renoncement à recourir à la force dans les relations internationales et à maintenir des forces armées), qui se font plus fréquentes dans le contexte chahuté de l'alliance nippo-américaine. Céline Pajon décrit ainsi l'évolution de cette coopération sécuritaire qui voit l'archipel tenter de s'autonomiser des États-Unis dont le soutien sous la présidence de Donald Trump demeure incertain. Fabien Fieschi concentre quant à lui son analyse sur l'Union européenne, qui bien qu'éloignée géographiquement du Japon, a des intérêts politiques et économiques convergents avec ce pays, à l'origine notamment de la mise en place d'un partenariat stratégique et économique en 2018.

L'ouvrage se termine par un panorama des moyens militaires dont dispose le Japon. Marianne Péron-Doise y décrit l'évolution capacitaire de la défense japonaise qui, dans le contexte stratégique d'un Indopacifique « libre et ouvert », devient un impératif. Nonobstant le caractère pacifique de la Constitution japonaise de par son article 9, le Premier ministre Abe affiche l'ambition d'un amendement ou du moins d'une réinterprétation, permettant ainsi aux forces d'autodéfense japonaises de devenir une armée à part entière. Parallèlement, le Japon reste un État intégré et actif dans l'ordre international onusien, que cela soit par sa contribution financière ou par sa place régulière de membre non permanent au Conseil de sécurité. Malgré un nombre de diplomates relativement faible dans cette institution, l'archipel est déterminé à trouver au sein de l'ONU une reconnaissance digne de ses apports. Enfin, hors de cette enceinte, cette aspiration est entre autres renforcée par l'attractivité culturelle et industrielle japonaise ainsi qu'une diplomatie fortement orientée vers l'aide publique au développement. Marylène Gervais présente ainsi en quoi le renforcement et le développement d'une

vision stratégique du *soft power* nippon constitue un atout majeur pour le Japon, et ce d'autant plus dans le contexte de l'évolution de son rôle régional et international.

Si le Japon, troisième puissance économique mondiale, est l'un des pays leaders en innovation technologique ainsi qu'une puissance militaire significative sur la scène internationale, l'archipel, rappellent les auteurs de cet important ouvrage collectif, reste entravé par bien des défis à relever en raison d'un environnement géopolitique hostile. Son plus grand atout reste son *soft power* et sa capacité d'influence, notamment auprès des Nations unies où Tokyo a su imposer ces dernières années sa propre vision de la « sécurité humaine ».

Clara PINTO
Assistante de recherche



Prospective et Stratégie, « Le renseignement », vol. 10, 2019, 124 p.

Après une publication captivante et nécessaire autour de l'idée du « voir loin », la revue *Prospective et Stratégie* poursuit son exploration du champ de l'anticipation stratégique dans son dixième volume consacré au renseignement. Coordonné par le professeur Nicolas Moinet, ce numéro rassemble huit articles qui proposent une lecture des problématiques propres à l'activité de renseignement sous le prisme de l'épineuse question de l'anticipation. Pour ce faire, la revue intègre dans sa problématique de départ les difficultés inhérentes à l'action des services – dans leur diversité – en matière de prospective à travers une interrogation aussi complexe que légitime : comment une activité humaine reposant sur une étude du présent et du passé peut-elle appréhender des phénomènes en cours de transformation ainsi que prévoir l'évolution de situations futures, et dans quel but le fait-elle ?

Fort d'une approche transdisciplinaire et stratégiquement orientée, ce dixième numéro offre au lecteur un ensemble de réflexions théoriques et pratiques utiles à la compréhension du renseignement et de ses possibles évolutions. Appuyé sur un premier article appelant à l'enrichissement du champ d'étude des *intelligence studies*, il questionne avec insistance l'apport de sens et de compréhension que permet l'activité des services de renseignement, tant dans le domaine du contre-terrorisme (Pr Franck Bulinge), de l'intelligence économique (Olivier de Maison Rouge et Christian Harbulot) que du cyber (Yannick Pech et Ali

Laïdi). Du reste, c'est à travers son entretien conclusif que ce numéro démontre sa cohérence et son sens structurant en ce qu'il rappelle que l'anticipation que permet le renseignement – lorsqu'il est efficacement pensé et orchestré – n'est pas qu'une humble tentative de prédiction de ce qui peut advenir mais demeure fondamentalement un outil favorisant la décision. Dès lors, qu'il s'agisse de l'appel à l'anticipation aux fins de l'action réalisé par Éric Delbecq ou des propos recueillis du général Desportes sous-titrés « modeler le présent pour bâtir l'avenir », la revue fait naître une double réflexion critique de notre compréhension du renseignement sous l'angle de son utilité stratégique. Parce qu'il intervient dans un « milieu complexe, incertain et conflictuel » (p. 72) et qu'il rend possible, par l'intégration de l'information au champ des idées, l'émergence de la connaissance et de la compréhension, le renseignement s'intègre nécessairement à l'activité des décideurs, que ceux-ci agissent dans un domaine strictement économique ou dans le cadre de politiques étrangères et de défense. En somme, construit comme une brève et intense interrogation de la nature de l'activité de renseignement sous toutes ses formes, ce riche numéro de *Prospective et Stratégie* remplit l'objectif fixé dans son éditorial par le professeur Moinet : proposer une approche du renseignement inscrite dans un « rapport à l'anticipation fondé sur une intelligence de l'action » (p. 11).

Estéban GEORGIN
Assistant de recherche



Hérodote, revue de géographie et de géopolitique, « L'Asie du Sud-Est », 1^{er} trimestre 2020, n° 176, La Découverte, 234 p.

Ce numéro de la revue de géographie et de géopolitique *Hérodote* est consacré à « L'Asie du Sud-Est », vaste région d'Asie composée de 11 États et peuplée de 650 millions d'habitants. Dirigé par Benoît de Tréglodé (IRSEM) et Nathalie Fau (université Paris Diderot), ce dossier thématique réunit 13 articles principalement centrés autour de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) et des enjeux et défis des coopérations politiques et sécuritaires dans une région dont l'importance géostratégique est grandissante.

Créée en 1967, l'ASEAN a longtemps peiné à s'imposer comme un acteur majeur des relations internationales. Or, depuis le début des années 2000, cette organisation interétatique s'est redéfinie autour de sa centralité –

diplomatique, opérationnelle et géographique –, et dispose désormais de leviers importants tels que la tenue de forums aussi bien formels qu'informels qui participent au renforcement de la coopération régionale. Christine Cabasset (IRASEC) évoque la multiplication des exercices de gestion des catastrophes qui sont devenus un axe de travail majeur pour les instances civiles et militaires des États membres et contribuent au dynamisme de l'association. Une des stratégies adoptées par les pays de la zone est la mise en place de services de recherches océanographiques militaires qui se dotent d'équipements sous-marins et de matériel de lutte anti-sous-marine pour appuyer leurs revendications, principalement en mer de Chine méridionale (François-Xavier Bonnet, IRASEC). Même si l'ASEAN peine à gérer ces disputes maritimes entre États membres, l'organisation régionale est devenue un passage obligé pour les grandes puissances (Chine, États-Unis, mais également Union européenne, Japon, Inde ou Australie) qui cherchent à gagner en influence dans la région.

L'Asie du Sud-Est est l'une des régions les plus dynamiques au monde avec une forte croissance démographique, économique mais aussi énergétique. Ces défis font émerger des stratégies de développement et de coopération entre les pays de la zone. L'Asie du Sud-Est est traversée par les routes maritimes reliant les zones de production pétrolière du golfe Arabo-Persique et les zones de consommation d'Asie orientale. Le détroit de Malacca est la deuxième voie de passage des flux mondiaux d'hydrocarbures sur le globe. Nathalie Fau montre l'importance de la notion d'« États transits » et des stratégies mises en place par les pays riverains de ce détroit. Elle questionne parallèlement sur les possibilités d'émergence d'un hub énergétique transfrontalier dans la partie méridionale du détroit de Malacca.

La région est également stimulée par des problématiques d'interconnectivité : un renforcement des mouvements migratoires, l'ouverture des marchés du travail, la circulation des personnes et des capitaux. Elsa Lafaye de Micheaux (Université de Rennes 2) explique à ce niveau le rôle de la Chine et de ses investissements, qui ont conduit à une dépendance entre les économies de la région et les capacités industrielles chinoises, tout en étant vecteur de normes sociales via ses IDE et son assistance au développement.

Enfin, la revue s'intéresse également aux enjeux sociaux et religieux en Asie du Sud-Est, une région forte de ses diversités ethniques, linguistiques et religieuses. Jérémy Jammes (Université du Brunei) étudie les impacts géo-

politiques et sociologiques de plusieurs groupes religieux porteurs de discours missionnaires dans la zone, et Gabriel Facal (Centre Asie du Sud-Est, EHESS) traite de la question du terrorisme islamiste en Asie du Sud-Est, qui est parfois considéré comme un second front de ce type de terrorisme. L'auteur étudie à la fois les causes et les modes de fonctionnement de ces groupes ainsi que leurs conséquences dans les politiques publiques des États où le paradigme sécuritaire prend de plus en plus de place.

Près de quarante ans après le dernier numéro d'*Hérodote* consacré à l'Asie du Sud-Est en 1981, cette nouvelle mouture offre une relecture indispensable pour saisir les enjeux d'une région devenue centrale sur la scène internationale.

Clara PINTO
Assistante de recherche

À VENIR

À PARAÎTRE



Revue Défense Nationale, « Économie de défense : problématiques contemporaines », n° 832, été 2020, dirigé par Benoît Rademacher et Julien Malizard.

Le numéro d'été 2020 de la *Revue Défense Nationale*, coordonné par le domaine « Armement et économie de défense » de l'IRSEM et la Chaire Économie de défense de l'IHEDN, paraîtra début juillet. Consacré à l'économie de défense, il rassemble 21 contributions articulées autour de quatre sections thématiques, qui représentent autant de problématiques majeures et contemporaines en économie de défense : budget et impact économique de la défense ; industrie de défense ; technologies et défense ; stratégie.

Dans un contexte marqué par une crise sanitaire et économique mondiale inédite, qui constitue d'ailleurs un révélateur de l'ensemble de ces problématiques, les travaux en économie de défense apparaissent plus que jamais nécessaires pour éclairer la décision publique et comprendre les défis à venir pour la défense. Les contributions de ce numéro apportent ainsi un témoignage (non exhaustif) de la richesse, du dynamisme et de la variété de l'expertise sur l'économie de défense.